



Photo : Andrea Borgarello

L'Éthiopie a considérablement amélioré la santé de la reproduction, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent et la nutrition (SRMNEA-N). Depuis 1990, les taux de mortalité maternelle et des enfants de moins de 5 ans ont chuté de, respectivement, 67 % et 69 %, et le taux d'utilisation de contraceptifs est passé de 3 % à 42 %. Selon l'enquête démographique et de santé réalisée en Éthiopie, la prévalence des retards de croissance est tombée de 58 % en 2000 à 38 % en 2016, les taux s'inscrivant dans une fourchette allant de 15 % à Addis-Abeba à 46 % dans la région d'Amhara. Ces progrès sont imputables, pour partie, à l'important Programme de vulgarisation sanitaire qui permet d'offrir à l'ensemble de la population, et plus particulièrement aux femmes en âge de procréer et aux enfants, des services essentiels ayant un bon rapport coût-efficacité et un fort impact.

Malgré ces avancées, il demeure difficile d'assurer un accès équitable à des services de SRMNEA-N essentiels de qualité. Par exemple, le taux de mortalité néonatale diminue mais plus lentement que le taux de mortalité infantile et juvénile et continue de poser un défi. Les dépenses de santé par habitant sont passées de 5,6 dollars à 28,4 dollars entre 1999–2000 et 2013–2014, ce qui pourrait indiquer une hausse des ressources intérieures consacrées à la santé. La part de ces dépenses assumée par les patients (34 %) est toutefois plus élevée que dans la plupart des autres pays de la région et la proportion de la population ayant souscrit à un régime d'assurance reste faible, si bien que les dépenses de santé catastrophiques et appauvrissantes continuent de faire obstacle à l'utilisation des soins essentiels de SRMNEA-N.

PRIORITÉS

Le Plan de transformation du secteur de la santé (Health Sector Transformation Plan – HSTP), qui concrétise la conception du développement humain des autorités publiques, accorde une place centrale à l'accès universel aux soins de SRMNEA-N. Ce plan intègre des initiatives visant à accroître la portée d'interventions de SRMNEA ayant un fort impact, comme les services de santé de la procréation axés sur les jeunes et les adolescents ou les services de nutrition communautaires, à améliorer la qualité et l'équité des soins de santé, à promouvoir l'utilisation de la technologie et de l'innovation dans le cadre des soins de santé, à mettre en place des systèmes de préparation et d'intervention en situations d'urgence et à déployer le deuxième programme de vulgarisation sanitaire ainsi que l'armée pour le développement de la santé.

FINANCEMENT COMPLÉMENTAIRE

Le coût total du Plan de transformation du secteur de la santé s'élève à 15,6 milliards de dollars (scénario de référence). Le déficit de financement représente 21 % de ce coût, soit 3,2 milliards de dollars. L'État qui finance 40 % du Plan en constitue la principale source de financement, l'assurance maladie à base communautaire couvre 11 % des coûts et neuf bailleurs de fonds alignent des financements à hauteur de 27 % du HSTP¹.

LIEN ENTRE LES FINANCEMENTS DU FONDS FIDUCIAIRE DU GFF ET DE L'IDA ET LA BIRD

L'Association internationale de développement/le Fonds fiduciaire du GFF et Power of Nutrition financent conjointement le *Programme axé sur les résultats (PforR) en direction des objectifs d'un développement durable dans le domaine de la santé* approuvé en mai

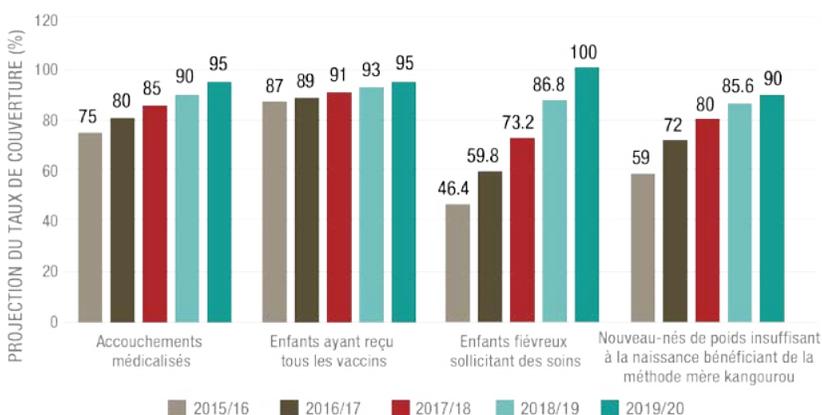
¹ Tiré du Plan de transformation du secteur de la santé 2016-20. La cartographie des ressources est basée sur des estimations fournies par les bailleurs de fonds qui, pour la plupart n'ont pas été en mesure de fournir une estimation précise de leur budget au-delà de 2017. Cet exercice devrait, dans l'idéal, être réalisé chaque année pour donner une image plus précise du déficit de financement et des contributions des bailleurs de fonds.

2017, qui contribue à l'amélioration des résultats en matière de SRMNEA-N en aidant l'Éthiopie à se rapprocher d'une couverture sanitaire universelle et d'un système de financement des soins de santé plus durable. Le programme vise à améliorer la prestation et l'utilisation de services complets de santé maternelle, néonatale, infantile et juvénile ; à renforcer les capacités des autorités nationales dans des domaines clés tels que la gestion fiduciaire ; à coordonner le programme multisectoriel en faveur de la petite enfance et de la nutrition ; à soutenir l'extension des régimes d'assurance maladie communautaire ; et à renforcer le système national d'enregistrement et de statistiques de l'état civil. Les indicateurs auxquels les décaissements sont liés couvrent, entre autres, la nutrition des mères et des enfants, la vaccination des enfants, les accouchements médicalisés, et la prestation de service de santé de qualité pour les systèmes d'approvisionnement en médicaments, les soins prénatals et postnatals, les services de planification familiale et la santé adolescente.

RÉFORMES DU FINANCEMENT DE LA SANTÉ

L'Éthiopie a mis au point une deuxième stratégie de financement de la santé qui vise à passer d'un système de paiement de soins de santé à la charge des patients à un système d'assurance maladie couvrant l'ensemble des Éthiopiens. La stratégie, en cours de finalisation, propose de mettre en place un régime d'assurance sociale maladie et d'élargir la couverture de l'assurance maladie communautaire à 80 % des districts d'ici 2020. Elle vise aussi à encourager la mobilisation des ressources intérieures en accordant à la santé une place privilégiée dans le budget national et en favorisant des interventions de financement novatrices. Le HSTP cherche en outre à améliorer l'efficacité des dépenses de santé en procédant à des financements basés sur les résultats et à des achats groupés et en mettant en œuvre un système d'information de gestion financière intégré.

CIBLES DU PLAN DE TRANSFORMATION DU SECTEUR DE LA SANTÉ



MISE EN ŒUVRE/RÉSULTATS

Il a été possible, dès les premiers mois de mise en œuvre, d'effectuer des décaissements dans le cadre du PforR sur la base des indicateurs des résultats concernant les accouchements dans un établissement de santé et l'assurance maladie communautaire. D'importants investissements sont consacrés à la santé de la procréation et à la nutrition afin d'atteindre les cibles de 2018 établies pour les indicateurs de SRMNEA déterminant les décaissements. L'Éthiopie, avec l'aide du GFF, s'emploie activement à généraliser et à renforcer le système d'enregistrement et de statistiques de l'état civil et, dans ce contexte, à apporter un soutien général à l'organisme fédéral d'enregistrement des faits d'état civil (Federal Vital Events Registration Agency) — pour assurer le passage d'un système d'enregistrement papier à un système électronique, essentiel à la tenue efficace de registres à jour et exacts. L'élaboration d'une stratégie chiffrée pour l'adoption de technologies de l'information relatives aux registres et statistiques de l'état civil, ainsi que pour la conception du système et l'achat de matériels de technologies de l'information et de la communication est en cours. La rédaction d'un manuel de passation des marchés a été entreprise avec l'appui technique du programme. Enfin, les liens entre les activités de santé courantes comme la vaccination et l'enregistrement des actes s'améliorent.

Le GFF apporte son appui à un portefeuille de financements de la santé ambitieux et diversifié dans le pays. Les autorités ont basé la mise en œuvre de leur nouvelle stratégie de financement de la santé à l'appui d'une couverture sanitaire universelle sur de nombreuses études ainsi que sur des activités de formation et de renforcement des capacités. Le programme d'analyses et de services de conseil prévus pour l'exercice 2019 pour soutenir une stratégie de collaboration étroite et productive avec le secteur de la santé privé progresse également.

Un atelier, organisé conjointement avec le ministère de la Santé, a de surcroît permis de réunir une soixantaine de représentants du secteur privé, d'organisations non gouvernementales, d'associations professionnelles, du secteur de la santé et du ministère des Finances. Les débats ont porté sur trois domaines : l'environnement



Photo : Natalia Cieslik / Banque mondiale

politique et réglementaire, l'investissement dans les soins de santé et le financement de ces derniers, et le renforcement du dialogue sur les partenariats public-privé. Une mission organisée en mai 2018 pour promouvoir la poursuite de ces discussions a donné lieu à la création d'un organisme faitier, Ethiopian Healthcare Federation, qui regroupe les acteurs non étatiques intervenant dans le secteur de la santé.

CONTACTS

Pour plus d'informations sur les activités poursuivies par le GFF en Éthiopie, rendez-vous sur notre site
www.globalfinancingfacility.org/fr/éthiopie

Éthiopie :

Dr. Feven Girma

Directrice par intérim, Direction chargée de la mobilisation des ressources
Ministère fédéral de la Santé
fevgirma36@yahoo.com

Banque mondiale :

M Paul Jacob Robyn

Spécialiste principal en santé
probyn@worldbank.org

Mme Roman Tesfaye

Chargée des opérations senior
rtesfaye@worldbank.org

Secrétariat du GFF :

Mme Marion Cros

Économiste sénior
mcros@worldbank.org

À PROPOS DU MÉCANISME DE FINANCEMENT MONDIAL

Le Mécanisme de financement mondial (GFF) est un partenariat formé par diverses parties prenantes pour aider les pays à s'attaquer aux problèmes de santé et de nutrition les plus graves touchant les femmes, les enfants et les adolescents. Il aide les autorités nationales à réunir des partenaires autour de plans pilotés par les pays, qui donnent la priorité à des services de santé ayant un fort impact, mais de longue date insuffisamment financés. Le Fonds fiduciaire du GFF joue un rôle de catalyseur en accordant aux pays des subventions d'ampleur limitée qui leur permettent d'accroître dans une large mesure les ressources intérieures parallèlement aux financements de la Banque mondiale (IDA et BIRD), de financements extérieurs alignés et des ressources du secteur privé. Chaque investissement extérieur de montant relativement faible est multiplié par les engagements des pays eux-mêmes, et génère ainsi un important retour sur investissement qui permet à terme de sauver des vies humaines et d'améliorer la situation des populations.

